



CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE SERVICE A LA COMMUNE DE FELLETIN POUR L'ACCUEIL PERISCOLAIRE

ENTRE

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CREUSE GRAND SUD, représentée par la Présidente, Madame Valérie BERTIN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communautaire en date du , ci-après désignée « la Communauté », d'une part,

ET

LA COMMUNE DE FELLETIN représentée par son maire, Madame Renée NICOUX dûment habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2020 ci-après désignée « la Commune », d'autre part,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 5211-4-1 III et IV et D 5211-16,

Vu le Code de la Fonction Publique,

Vu l'avis du Comité Technique Paritaire de la Communauté de Communes Creuse Grand Sud en date du 1^{er} décembre 2022,

La Commune de Felletin dispose d'un accueil périscolaire du soir. Sachant que la Communauté Creuse Grand Sud dispose dans le cadre de son service d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) du personnel compétent, une mise à disposition du service communautaire auprès de la Commune a été sollicitée dès 2018.

Il s'agit d'organiser le maintien de cette activité, dans le cadre d'une mise à disposition de service.

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence « action sociale, politique de l'enfance et de la jeunesse », la Commune souhaite pouvoir bénéficier de la mise à disposition des services de l'EPCI. Les services de la Communauté Creuse Grand Sud, aptes à gérer le fonctionnement du service périscolaire, sur la commune de Felletin, sont mis à la disposition de la Commune, afin d'intervenir pour des interventions opérationnelles liées au fonctionnement et à la gestion du service.

Article 2 : Situation des agents du service mis à disposition

Les agents sont de plein droit mis à la disposition du Maire de Felletin lors des interventions au sein du service.

Ils demeurent statutairement employés par l'EPCI, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs. A ce titre, ils continuent de percevoir la rémunération versée par leur autorité de nomination. Le Président de l'EPCI fixe les conditions de travail des agents concernés par la présente mise à disposition. Il prend les décisions relatives aux congés annuels et en informe la Commune. Ayant le pouvoir de nomination, il exerce le pouvoir disciplinaire et s'occupe de l'examen des dossiers des agents par les Commissions Administratives Paritaires. La notation des agents est établie par l'EPCI.

Les agents sont individuellement informés de la mutualisation du service dont ils relèvent.

Les agents sont placés pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité fonctionnelle du Maire, lorsqu'ils réalisent des missions d'accueil périscolaire et du Président, lorsqu'ils réalisent des missions dans le cadre de l'accueil de loisirs.

Le Maire adresse directement aux agents du service toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service, sous réserve de respecter la programmation des travaux des services, établie conjointement, au début de chaque année civile, par les élus municipaux et communautaires, et les responsables de services concernés. L'autorité fonctionnelle contrôle l'exécution des tâches.

En cas de grève du personnel ne permettant pas l'ouverture du service, celui-ci est fermé et information est donnée aux parents.

En cas de difficulté pour programmer les travaux confiés aux agents des services mutualisés, un arbitrage sera réalisé par les Directeurs Généraux des Services de l'EPCI et de la Commune afin de trouver un compromis entre les besoins de chacune des deux collectivités.

Le Maire, peut saisir, en tant que de besoin, le Président, autorité hiérarchique, pour mettre en œuvre une procédure disciplinaire.

Les dommages susceptibles d'être causés dans le cadre de l'exécution des missions confiées par le bénéficiaire de la convention aux agents des services mutualisés relèvent de sa responsabilité exclusive, dans le cadre des contrats d'assurance souscrits à cet effet.

Les moyens humains affectés aux missions de gestion concernées par ladite convention sont repris en annexe à la convention.

Les moyens matériels sont ceux attachés au service mis à disposition, nécessaires à l'exécution des prestations et au bon fonctionnement du service.

Article 3 : Modalités de remboursement

Le remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement constatées par la Commune bénéficiaire de la mise à disposition.

1. La détermination du coût unitaire de fonctionnement :

L'EPCI détermine le coût unitaire de son fonctionnement, chaque année, à partir des dépenses inscrites dans le dernier compte administratif, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Les dépenses devront comprendre :

- Les charges de personnel et frais assimilés.
- Les charges directes du service : Goûters et navettes de transport
- Les charges du bâtiment (fluides et assurance),
- et les fournitures : les charges en matériels divers, consommables

D'autres dépenses pourront être comprises dans le coût unitaire, à la condition que les deux parties l'acceptent, par voie d'avenant, avant l'expiration du délai prévu au 3 du présent article et qu'elles aient un lien avec le fonctionnement du service.

2. La détermination des unités de fonctionnement :

Une unité correspond à une utilisation du service mutualisé par la Commune de Felletin à l'heure suivant les coûts indiqués en annexe et suivant la législation d'encadrement des enfants en matière d'accueil périscolaire.

La Commune actualise chaque année la fréquentation prévisionnelle, en fin d'année N-1.

Cette unité est égale à la quotité de la charge d'activité nécessaire pour l'accueil périscolaire par rapport à l'ensemble des activités du service. La charge d'activité en 2022 est de 2h15 par jour, 4 jours par semaine soit 9h par semaine.

3. Délai de calcul du montant de remboursement :

Le coût unitaire sera porté à la connaissance de la Commune chaque année, avant la date d'adoption du budget prévue à l'article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, soit avant le 15 avril de l'exercice auquel il s'applique.

Pour l'année de signature de la présente convention, le coût unitaire est joint en annexe de la présente convention.

4. Recettes

La Communauté de communes défalquera du montant à rembourser par la Commune les recettes issues de l'exploitation du service sur la période considérée : facturation aux usagers et toutes subventions (CAF, MSA...) perçues au titre du service périscolaire.



Article 4 : Assurance

L'activité du service mis à disposition de la Commune est correctement assurée par elle dans le cadre de sa responsabilité civile.

La Communauté de communes prend en charge les diverses assurances propriétaire et occupant (RC, vol, incendie, bris de glace, dégâts des eaux), l'activité s'exerçant dans les locaux lui appartenant.

Article 5 : Durée, renouvellement et dénonciation de la convention

Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2025.

Renouvellement

Le renouvellement de la convention doit intervenir au plus tard trois mois avant l'échéance sur l'initiative de l'une ou l'autre partie, ou sur l'initiative conjointe de toutes les parties.

Dénonciation

La présente convention peut être dénoncée par chacune des parties avec un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception, faisant suite à une décision de l'organe délibérant.

En cas de force majeure, la Communauté peut procéder à la suspension de la convention ou à sa résiliation.

Article 6 : Modification de la convention

Toute modification ne pourra être prise en compte qu'après la signature d'un avenant par les parties, et signée dans les trois mois.

Article 7 : Échange d'informations entre les parties

Préalablement à tout échange de documents, d'informations, d'études ou de décisions, les parties à la présente convention s'engagent à respecter les dispositions législatives et réglementaires et notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018).

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement de toutes les modifications de leurs conditions d'exercice, ou de celles affectant leurs statuts ou leurs missions.



Article 8 : Règlement amiable et litige

Pour l'exécution des présentes, les parties déclarent élire domicile au siège de la Communauté de Communes.

Toute contestation ou litige pouvant survenir entre les parties fait l'objet, au préalable, d'une tentative de règlement amiable. En cas d'échec de la conciliation, toute contestation ou litige pouvant survenir sera soumis à la juridiction compétente selon les règles applicables en la matière, qui peut être saisie par l'application Télérecours accessible par le site www.telerecours.fr.

Fait à AUBUSSON, en 2 exemplaires originaux, le

**POUR LA COMMUNAUTE DE
COMMUNES,**

La Présidente,

Valérie BERTIN

POUR LA COMMUNE DE FELLETIN,

La Maire,

Renée NICOUX